

2024-06-28

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Liens: [Infographies](#) [NBB.stat](#) [Information générale](#)
Comptes non financiers des secteurs institutionnels – premier trimestre de 2024 ¹

- **Le taux d'épargne des ménages se replie.**
- **Le taux de marge des entreprises s'affiche en hausse.**
- **Le déficit des administrations publiques se réduit légèrement à 4,5 % du PIB.**

INDICATEURS CLÉS

(Données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)

		Ménages ¹		Sociétés non financières		Administrations publiques
		Taux d'épargne (pourcentages)	Taux d'investissement (pourcentages)	Taux de marge (pourcentages)	Taux d'investissement (pourcentages)	Solde de financement (pourcentages du PIB)
2021	I	20,8	9,6	45,1	27,7	-5,6
	II	18,3	9,8	44,6	27,5	-5,6
	III	16,2	9,7	44,8	26,1	-7,1
	IV	13,3	9,8	45,0	25,2	-3,3
2022	I	11,8	10,0	45,5	26,1	-2,2
	II	14,4	9,4	45,1	25,8	-4,2
	III	13,3	9,4	44,4	26,5	-4,5
	IV	11,6	9,2	43,5	27,1	-3,4
2023	I	13,3	9,1	42,6	27,6	-4,1
	II	14,6	8,9	42,2	28,7	-4,1
	III	15,1	8,6	41,5	29,4	-4,4
	IV	15,1	8,4	41,3	26,7	-5,2
2024	I	14,0	8,5	43,0	27,5	-4,5

¹ Y compris les institutions sans but lucratif (ISBL) au service des ménages

Le taux d'épargne des ménages se replie

Le taux d'épargne se replie et s'établit à 14,0 % au premier trimestre de 2024.

Le revenu disponible des ménages diminue de 0,5 % alors que leurs dépenses de consommation finale augmentent de 0,8 %, ce qui impacte négativement leur taux d'épargne.

La rémunération des salariés est le principal facteur à l'origine de la diminution du revenu disponible des ménages, et y contribue à hauteur de -1,1 point de pourcentage. Cette évolution à la baisse constitue une normalisation par rapport au niveau élevé du trimestre précédent, qui avait été influencé par le versement des primes de pouvoir d'achat.

¹ Les comptes des secteurs du premier trimestre de 2024 intègrent les dernières données disponibles relatives aux comptes nationaux trimestriels et au marché du travail, publiées le 28 juin 2024 sur [NBB.stat](#).

Le revenu mixte des indépendants et les impôts nets sur le revenu ont contribué pour leur part positivement à l'évolution du revenu disponible, à hauteur de respectivement 0,5 et 0,3 point de pourcentage. A l'inverse, les revenus de la propriété et autres transferts courants nets ont influencé négativement l'évolution du revenu disponible, à concurrence de -0,3 point de pourcentage.

Le taux d'investissement des ménages reste assez stable

Au premier trimestre de 2024, le taux d'investissement des ménages (qui inclut la construction et la rénovation de logements et la formation brute de capital fixe des indépendants et des ISBL au service des ménages) s'affiche à 8,5 %, contre 8,4 % le trimestre précédent.

Le taux de marge des sociétés s'affiche en hausse

Le taux de marge des sociétés non financières progresse fortement, à 43,0 % contre 41,3 % le trimestre précédent. Alors que leur valeur ajoutée augmente de 0,5 %, la rémunération des salariés s'affiche en nette baisse (-2,4 %), entraînant une hausse de 4,7 % de l'excédent d'exploitation, ce qui impacte positivement le taux de marge des sociétés non financières. Comme mentionné ci-dessus, la baisse de la rémunération des salariés observable au premier trimestre de 2024 est avant tout influencée par le paiement des primes pouvoir d'achat au trimestre précédent.

Le taux d'investissement des sociétés non financières se redresse

Le taux d'investissement des sociétés non financières se chiffre à 27,5 % de la valeur ajoutée au premier trimestre de 2024, en hausse par rapport au trimestre précédent (26,7 %). La valeur ajoutée a augmenté de 0,5 % alors que les investissements ont augmenté de 3,2 %.

Le solde de financement des administrations publiques s'améliore

Au cours du premier trimestre de 2024, le déficit des administrations publiques s'améliore quelque peu, à 4,5 %, contre 5,2 % du PIB le trimestre précédent. Les recettes sont restées stables alors que les dépenses, principalement en capital, ont diminué.

Méthodologie et définitions

- Les comptes des secteurs sont établis à prix courants et selon le SEC2010.
- Les ratios considérés présentent de fortes fluctuations d'un trimestre à l'autre. Afin de dégager les évolutions plus fondamentales, ces séries sont toutes présentées après correction des variations saisonnières et des effets de calendrier.
- Le taux d'épargne brut des ménages est l'épargne brute divisée par le revenu disponible brut. Celui-ci est ajusté de la variation des droits des ménages sur les fonds de pension. L'épargne brute est la partie du revenu disponible brut qui n'est pas dépensée sous la forme de consommation finale. Ainsi, le taux d'épargne augmente quand le revenu disponible brut croît plus vite que les dépenses de consommation finale.
- Le taux d'investissement brut des ménages est la formation brute de capital fixe divisée par le revenu disponible brut. Celui-ci est ajusté de la variation des droits des ménages sur les fonds de pension. La formation brute de capital fixe couvre les dépenses en construction et en rénovation de logements par les ménages ainsi que les investissements en capital fixe consentis par les indépendants et par les ISBL au service des ménages.
- Le taux d'investissement des sociétés est la formation brute de capital fixe divisée par la valeur ajoutée brute.
- Le taux de marge des sociétés est l'excédent brut d'exploitation divisé par la valeur ajoutée brute. Cet indicateur mesure le pourcentage de la valeur ajoutée conservé par les sociétés non financières après le versement de la rémunération des salariés et des impôts sur la production (nets des subventions).
- Le solde de financement des administrations publiques mesure leur capacité ou leur besoin de financement. Un solde positif (capacité de financement) signifie qu'après la prise en compte de l'ensemble de leurs ressources et de leurs dépenses, les administrations publiques ont la possibilité d'augmenter leurs actifs financiers et/ou de réduire leurs engagements financiers. À l'inverse, un solde négatif (besoin de financement) témoigne de la nécessité pour le secteur de vendre certains de ses actifs et/ou d'accroître son endettement afin de pouvoir financer ses opérations non financières. Le solde de financement est ici exprimé en pourcentage du PIB.